

Direction

Affaire traitée par Nicolas Antille
N° direct 027 451 19 19

Office fédéral de l'énergie
Section NE
3003 Bern
strategie-stromnetze@bfe.admin.ch

Sierre, le 11 mars 2015

Madame, Monsieur,

Sierre-Energie SA est une société anonyme dont le capital-actions est en main de communes du district de Sierre. Elle est propriétaire du réseau électrique situé sur le territoire des communes actionnaires.

En plus d'assurer la distribution d'électricité (251 GWh en 2013), Sierre-Energie SA est également active comme prestataire de services pour le compte d'autres sociétés propriétaires de réseau ainsi que de collectivités publiques.

Sierre-Energie gère notamment les installations de production de nouvelles énergies renouvelables comme les mini-centrales hydro-électriques ou les centrales photovoltaïques, les réseaux d'éclairage public pour le compte des communes actionnaires, le télé-réseau du district de Sierre, le service des eaux de la commune de Sierre ainsi que le réseau de distribution de gaz naturel situé sur le territoire des communes actionnaires.

Suite à la consultation Stratégie Réseaux Electrique, nous prenons la prise de position suivante.

Sierre-Energie SA soutient d'une manière générale le projet de loi. La loi doit permettre d'améliorer les conditions cadres et optimiser les procédures d'autorisation.

Malheureusement, en l'état, elle nous semble plutôt conduire à alourdir notre travail même si des exceptions sont prévues pour les niveaux de tensions inférieurs.

Aussi nous vous suggérons de la simplifier en précisant clairement les articles s'appliquant au réseau de transport (niveau 1) voire aux réseaux de niveau 3.



Pour les niveaux inférieurs, dans la mesure où les législations communales et cantonales sont respectées, les procédures et obligations devraient être simplifiées : il est inutile de les soumettre à l'étude de scénario-cadre ou autres rapports. L'article 8 al.a de la LapE est suffisamment explicite : *les gestionnaires de réseaux doivent pourvoir à un réseau sûr, performant et efficace.*

Enfin, dans un souci d'efficacité, nous vous suggérons de revoir les tâches de l'ESTI dans le domaine de l'approbation des plans pour les réseaux de distribution. En effet, les bases légales actuelles ont plus d'un siècle. Aujourd'hui, la technique de construction s'est fortement simplifiée avec des équipements présentant un haut niveau de sécurité et les gestionnaires de réseau disposent tous de personnes formées. L'approbation des plans est devenue inutile. Nous vous proposons donc de remplacer l'art. 16 al 7 de la LIE : par « *Les installations intérieures, les réseaux de distribution à basse tension et réseaux de distribution inférieurs à 50 kV (niveau 5) sont exemptés de la procédure d'approbation des plans* ».

Les autres remarques sont contenues dans les réponses au catalogue de questions ci-joint.

Nous restons à disposition pour tout complément d'information et vous prions d'agréer, Madame, Monsieur, nos salutations distinguées.

SIERRE-ÉNERGIE S.A.


Nicolas Antille
Directeur


Alain Perruchoud
Chef du département
technique

Annexe ment.



Stratégie Réseaux électriques

Projet mis en consultation

Catalogue de questions

Organisation prenant position: Sierre-Energie SA

Sommaire

Scénario-cadre.....	2
Détermination des besoins	2
Intérêt national.....	5
Coordination territoriale	5
Autorisation des projets.....	6
Vérification de l'efficacité des coûts	8
Information du public.....	9
Géodonnées	9

Comment répondre au catalogue de questions:

- Cocher une seule réponse par question
- Faites un double clic sur la case voulue et cliquez ensuite sur «Case activée».

Scénario-cadre

1. Etes-vous d'accord que le scénario-cadre énergétique soit inscrit dans la loi en tant que paramètre contraignant pour la planification du réseau par les gestionnaires de réseau?

Art. 9a, al. 1, LApEI

Rapport explicatif, 1.2.3.1 et 2.2 (scénario-cadre)

☒ Oui ☐ Non ☐ Aucun avis

Remarque: Le scénario-cadre ne doit s'appliquer qu'au niveau de réseaux 1 à 3 et non à l'ensemble des autres gestionnaires de réseau. Il faut modifier l'art ainsi : « il associe de manière approprié, les cantons, la société nationale du réseau de transport, les autres gestionnaires de réseau de niveau 3 et les grands exploitants de centrale. »

2. Etes-vous d'accord qu'une périodicité fixe soit ancrée dans la loi pour vérifier et mettre à jour le scénario-cadre dans le domaine de l'énergie?

Art. 9a, al. 4, LApEI

Rapport explicatif, 1.2.3.1 et 2.2 (scénario-cadre)

☐ Oui ☐ Non ☒ Aucun avis

Remarque :

3. Etes-vous d'accord avec une périodicité de 5 ans pour vérifier et mettre à jour le scénario-cadre dans le domaine de l'énergie?

Art. 9a, al. 4, LApEI

Rapport explicatif, 1.2.3.1 et 2.2 (scénario-cadre)

☐ Oui ☐ Non ☒ Aucun avis

Remarque :

Détermination des besoins

4. Etes-vous d'accord d'inscrire dans la loi le principe RORE (Réseau Optimisé avant Renforcement avant Extension) comme faisant partie des principes techniques pour la planification du réseau?

Art. 9d, al. 2, LApEI

Rapport explicatif, 1.2.3.2 et 2.2 (principes pour la planification du réseau)

☐ Oui ☒ Non ☐ Aucun avis

Remarque :

5. Etes-vous d'accord avec la définition du point d'injection pour les nouvelles installations de production?

Art. 9c LApEI

Rapport explicatif, 1.2.3.2 et 2.2 (principes pour la planification du réseau)

☒ Oui ☐ Non ☐ Aucun avis

Remarque :

6. Etes-vous d'accord pour que les gestionnaires de réseau des niveaux de réseau 3 à 7 soient tenus d'associer de manière appropriée les cantons, les communes et les autres acteurs concernés dans le cadre de la détermination des besoins?

Art. 9e, al. 2, LApEI

Rapport explicatif, 1.2.3.2 et 2.2 (coordination de la planification)

☐ Oui ☒ Non ☐ Aucun avis

Remarque : L'article 9e doit s'appliquer à la société de transport et aux réseaux de distribution suisse de haute tension (niveau 3). Il est inutile d'alourdir la législation pour les niveaux 4 à 7. Il faut supprimer l'alinéa 3.

7. Estimez-vous nécessaire/judicieux qu'un délai soit ancré dans la loi concernant la transmission à l'ElCom des plans pluriannuels par les gestionnaires de réseau?

Art. 9b, al. 1, LApEI

Rapport explicatif, 1.2.3.2 et 2.2 (coordination de la planification)

☐ Oui ☒ Non ☐ Aucun avis

Remarque : L'établissement des plans pluriannuels ne devrait être obligatoire que pour les niveaux 1 à 3. Afin d'assurer une vue d'ensemble du réseau suisse, ce travail devrait être coordonné par la société de transport. Il est inutile de préciser une contrainte de délai dans la loi

8. Si vous avez répondu oui à la question 7: Etes-vous d'accord pour que le délai ancré dans la loi soit de 9 mois concernant la transmission à l'ElCom des plans pluriannuels par les gestionnaires de réseau? Dans le cas contraire, quel délai (nombre de mois) jugez-vous approprié (veuillez préciser)?

Art. 9b, al. 1, LApEI

Rapport explicatif, 1.2.3.2 et 2.2 (coordination de la planification)

☐ Oui ☐ Non ☐ Aucun avis

Remarque :

9. Etes-vous d'accord pour que l'ElCom examine à l'avenir les plans pluriannuels des gestionnaires de réseau et communique le résultat de son contrôle par écrit?
Remarque: conformément à l'art. 6, al. 1, let. a OApEl, les gestionnaires de réseau de distribution sont libérés de l'obligation d'établir des plans pluriannuels pour les réseaux dont la tension est égale à 36 kV (niveaux de réseau 5 et 7) et inférieure, de sorte que seuls les gestionnaires de réseau de transport et les gestionnaires de réseau de distribution du niveau de réseau 3 sont tenus d'établir des plans pluriannuels.
Art. 22, al. 2^{bis}, LApEl
Rapport explicatif, 1.2.3.2 et 2.2 (tâches)

☒ Oui ☐ Non ☐ Aucun avis

Remarque : Cet examen ne doit porter que sur les niveaux 1 à 3. La loi doit préciser que les niveaux 5 et 7 ne sont pas soumis à l'obligation d'établir des plans pluriannuels. Cette distinction doit être inscrite dans la loi et non au niveau d'une ordonnance

10. Estimez-vous nécessaire/judicieux qu'un délai soit ancré dans la loi concernant l'examen des plans pluriannuels par l'ElCom (après leur transmission)?
Art. 22, al. 2^{bis}, LApEl
Rapport explicatif, 1.2.3.2 et 2.2 (tâches)

☐ Oui ☐ Non ☒ Aucun avis

Remarque :

11. Si vous avez répondu oui à la question 10: Etes-vous d'accord pour que le délai ancré dans la loi soit de 9 mois loi concernant l'examen des plans pluriannuels par l'ElCom après leur transmission? Dans le cas contraire, quel délai (nombre de mois) jugez-vous approprié (veuillez préciser)?
Art. 22, al. 2^{bis}, LApEl
Rapport explicatif, 1.2.3.2 et 2.2 (tâches)

☐ Oui ☐ Non ☒ Aucun avis

Remarque :

Intérêt national

12. Estimez-vous pertinent que les installations du réseau de transport présentent, de par la loi, un intérêt national et que le Conseil fédéral puisse reconnaître que d'autres installations du réseau de distribution à haute tension (niveau de réseau 3) peuvent également être d'intérêt national?

Art. 15d, al. 2 et 3, LIE

Rapport explicatif, 1.2.3.3 et 2.1

☒ Oui ☐ Non ☐ Aucun avis

Remarque :

Coordination territoriale

13. Etes-vous d'accord pour que les lignes du niveau de tension 1 doivent continuer de faire, en principe, l'objet d'une procédure de plan sectoriel à l'avenir?

Art. 15e LIE

Rapport explicatif, 1.2.3.4 et 2.1

☒ Oui ☐ Non ☐ Aucun avis

Remarque : il faut préciser dans la loi que cette obligation ne concerne que le niveau de tension 1

14. Estimez-vous nécessaire que la procédure de plan sectoriel en 2 étapes (1^{ère} étape: fixation d'une zone de planification, 2^e étape: fixation d'un corridor de planification et détermination de la technologie de transport à employer) qui était réglée jusqu'ici à l'échelon de l'ordonnance soit réglementée désormais dans la loi? (Jusqu'ici: art. 1a à 1d de l'ordonnance sur la procédure d'approbation des plans des installations électriques; RS 734.25; OPIE)

Art. 15e à 15j LIE

Rapport explicatif, 1.2.2.4 et 2.1

☐ Nécessaire ☐ Non nécessaire ☒ Aucun avis

Remarque :

Autorisation des projets

15. Estimez-vous pertinent que l'autorisation des lignes du réseau de transport relève de la responsabilité directe de l'OFEN?

Remarque: une adaptation de l'article correspondant (art. 16, al. 2, let. b LIE) n'est pas encore prévue dans le cadre de la Stratégie Réseaux électriques, de sorte que l'OFEN est compétent pour les lignes du réseau de transport (niveau de réseau 1) uniquement dans la mesure où l'Inspection fédérale des installations à courant fort ESTI n'a pas pu traiter les oppositions ou résoudre les désaccords avec les autorités fédérales impliquées.

☒ Oui ☐ Non ☐ Aucun avis

Remarque :

16. Estimez-vous nécessaire que des alignements puissent être fixés afin de réserver à long terme les terrains nécessaires à l'extension ou à la rénovation d'une ligne existante?

Art. 18b LIE

Rapport explicatif, 1.2.3.5 et 2.1

☐ Oui ☐ Non ☒ Aucun avis

Remarque :

17. Comment jugez-vous le fait que l'OFEN puisse confier la réalisation de procédures d'approbation des plans à des personnes extérieures à l'administration?

Art. 17a LIE

Rapport explicatif, 1.2.3.5 et 2.1

☐ Pertinent ☒ Non pertinent ☐ Aucun avis

Remarque : La continuité du savoir-faire n'est pas garantie.

18. A votre avis, est-il pertinent que sur demande du gestionnaire du réseau de transport, l'autorité chargée de l'approbation des plans puisse ordonner que des mesures soient réalisées aux niveaux du réseau inférieurs (comme regroupement, câblage)?

Art. 15b, al. 2, LIE

Rapport explicatif, 1.2.3.5 et 2.1

☒ Pertinent ☐ Non pertinent ☐ Aucun avis

Remarque : sous réserve de l'accord du gestionnaire concerné, l'opposition devrait être motivée. Dans tous les cas, les coûts doivent être payés par le gestionnaire de réseau de transport.

19. Pensez-vous qu'un facteur de surcoût (surcoûts liés à la réalisation de lignes souterraines au lieu de lignes aériennes) est une mesure appropriée et efficace pour développer et transformer les réseaux de distribution en temps utile (niveaux de réseau 3 à 7)?

Art. 15c LIE

Rapport explicatif, 1.2.3.5 et 2.1

☐ Oui ☒ Non ☐ Aucun avis

Remarque : Le facteur de surcoût, s'il est introduit, ne devrait s'appliquer qu'au niveau 3. A notre connaissance, la plupart des GRD ne construisent pour ainsi dire plus de lignes aériennes pour les niveaux de tension 5 à 7 depuis de nombreuses années. Pour ces niveaux de tension, il est inutile d'introduire des règles compliquées. Nous proposons le texte suivant : « Toutes lignes du réseau de distribution de niveau 5 à 7 qui doivent être construites, remplacées, rénovées ou étendues doivent être réalisées sous forme de ligne souterraine si cela est techniquement possible et que le coût n'est pas disproportionné ».

20. Etes-vous d'accord pour qu'une limite supérieure soit fixée dans la loi pour le facteur de surcoût et que la fixation du facteur de surcoût soit déléguée au Conseil fédéral en tenant compte de critères précis (degré de câblage, rémunération pour l'utilisation du réseau, évolution technologique, coûts d'enfouissement de la ligne)?

Art. 15c, al. 2, LIE

Rapport explicatif, 1.2.3.5 et 2.1

☐ Oui ☒ Non ☐ Aucun avis

Remarque :

21. Etes-vous d'accord avec la dérogation formulée à l'art. 15c, al. 3 et al. 4 LIE concernant la fixation du facteur de surcoût?

Art. 15c, al. 3 et al. 4, LIE

Rapport explicatif, 1.2.3.5 et 2.1

☐ Oui ☒ Non ☐ Aucun avis

Remarque :

A votre avis, d'autres mesures permettant d'optimiser/d'accélérer la procédure d'autorisation devraient-elles être prises?

(Si vous répondez oui, faites svp des propositions concrètes)

☒ Oui ☐ Non ☐ Aucun avis

Propositions concrètes / remarques:

1. Réduire le nombre d'Offices impliqués et, si nécessaire, réduire des étapes de la procédure.
2. Remplacer l'art.16 al.7 de la LIE par "*Les installations intérieures, les réseaux de distribution à basse tension et les réseaux de distribution inférieurs à 50kV sont exemptés de la procédure d'approbation des plans.*" Les bases de la LIE datent du début du siècle passé soit au début du développement du réseau électrique. La construction des réseaux électriques a connu de grandes évolutions, la technique s'est considérablement simplifiée avec des équipements présentant un haut niveau de sécurité et le personnel bénéficie de formations adéquates. Une révision de cet article nous semble appropriée. Une exemption de la procédure d'approbation des plans pour les niveaux de réseau 5 à 7 permettrait de faciliter l'adaptation de ces réseaux rendue nécessaire suite au développement des productions décentralisées prévue dans le cadre de la stratégie 2050.

Vérification de l'efficacité des coûts

22. Etes-vous d'accord pour que les coûts des gestionnaires de réseau pour les mesures d'information soient imputables?

Art. 15, al. 2, let. d, LApEI

Rapport explicatif, 1.2.3.7 et 2.2 (coûts de réseau imputables)

☒ Oui ☐ Non ☐ Aucun avis

Remarque :

23. A votre avis, dans quelle mesure est-il pertinent que les coûts de mesures novatrices pour des réseaux intelligents (p. ex. smart grids) soient imputables, au vu de la Stratégie énergétique 2050 du Conseil fédéral?

Art. 15, al. 3, LApEI

Rapport explicatif, 1.2.3.7 et 2.2 (coûts de réseau imputables)

☒ Pertinent ☐ Non pertinent ☐ Aucun avis

Remarque :

Information du public

24. Quel est votre avis concernant l'ancrage dans la loi de la compétence donnée au Conseil fédéral et aux cantons d'informer le public des aspects importants du développement du réseau et des possibilités de participation à la procédure?

Art. 9f LApEI

Rapport explicatif, 2.2 (développement du réseau et information du public)

☐ Pertinent ☐ Non pertinent ☒ Aucun avis

Remarque :

Géo données

25. Estimez-vous judicieux que l'OFEN établisse un aperçu global des installations électriques et le mette à la disposition du public?

Art. 26a LIE

Rapport explicatif, 2.1 et 5.5

☐ Oui ☒ Non ☐ Aucun avis

Remarque : les cadastres souterrains ne concernent pas que l'infrastructure électrique mais aussi d'autres réseaux tels l'eau, le gaz, les téléseaux, les télécommunications,... Ces informations, si elles sont mises à disposition du public, doivent être réglées au niveau local et non au niveau de l'OFEN